égalité. » Puis, après avoir posé ce principe, il recule devant ses conséquences, il le modifie, il le subordonne à un autre principe. En effet, il reconnaît ailleurs (pag. 120), que cette volonté nationale, dans laquelle il place le principe de la souveraineté, est néanmoins liée par les principes de moralité qui nous sont naturels. Il avoue que la volonté nationale peut errer, qu'elle peut avoir besoin d'être redressée. Si la volonté nationale peut errer, si elle est liée par quelque chose de supérieur, s'il y a au-dessus d'elle quelque chose qui la juge, et qui l'approuve et la condamne, n'est-il pas évident que la souveraineté ne réside pas dans la volonté nationale, mais dans ce quelque chose qui lui est supérieur, qui la lie et la juge? Or quel est ce quelque chose qui décrète avec tant de force et d'autorité la légitimité ou l'il-légitimité des actes de la volonté nationale, même alors qu'ils sont accomplis d'un consentement unanime? Ce quelque chose est la raison, car c'est la raison qui décide souverainement de ce qui est bien et de ce qui est mal, comme de ce qui est vrai et de ce qui est faux. Chez un peuple comme chez un individu, la raison doit être le souverain, et la volonté le ministre. La souveraineté n'est donc pas dans la volonté, mais dans la raison, comme l'avoue implicitement M. Rittiez par les restrictions qu'il fait à son principe. Pourquoi donc au lieu de la souveraineté de la volonté nationale, n'a-t-il pas proclamé la souveraineté de la raison? Aurait-il été empêché par les abus réels ou imaginaires que de nos jours les partis politiques ont pu faire de ce principe, mais, quoi! n'a-t-on donc jamais abusé du principe de la souveraineté de la volonté nationale?

Telles sont les principales critiques que l'on peut adresser au livre de M. Rittiez. Considéré dans son ensemble, ce livre est remarquable par les longues et sérieuses études qu'il suppose, par un esprit de bon sens, de sagesse et de modération. La forme en est claire, vive et précise, et nous croyons que l'auteur est réellement parvenu, comme il se l'est proposé, à mettre à la portée de tous les questions qu'il traite. *La science des droits ou l'Idéologie politique* est donc un livre de science et non un livre inspiré par l'esprit de parti et la polémique du jour, c'est un livre qui doit valoir à son auteur l'estime et la considération de tous les hommes qui pensent et qui étudient.

BOULLIER.

CHRONIQUE.

Les journaux nous ont appris qu'on allait porter la destruction dans le vallon de Roche-Cardon; que la route de Lyon à Saint-Cyr allait y prendre son passage, et que bientôt des remblais et des travaux de maçonnerie considérables feraient disparaître les gazons et les bois de cette vallée si solitaire, quoique située aux portes de notre ville. C'est ainsi que tous les jours on abat le peu d'arbres qui nous reste, et cependant, de tous côtés, on se plaint de ce que le sol en est par trop dépouillé. Encore si la destruction dont nous parlons était indispensable, mais pas du tout, puisqu'avec quelques milliers de francs on rendrait l'ancienne route excellente, car il n'est pas nécessaire d'adoucir tellement la montée de Lyon à Saint-Cyr qu'elle soit presque supprimée. En effet, comme on l'a fait remarquer, les voitures de pierres de cette commune descendent chargées, mais remontent toujours vides.

Heureusement, la décision prise sur le vallon de Roche-Cardon n'est point irrévocable, et nous avons trop de confiance dans la sagesse de l'administration, pour ne pas croire, qu'avertie par la presse, elle reviendra sur un projet si désastreux; la renommée de ces beaux lieux et le souvenir de Jean-Jacques obtiendront grâce pour les derniers bois de nos environs. Roche-Cardon est notre Vaucluse, et des lieux pareils sont les richesses d'un pays aussi bien que des monuments et des routes.